

L'UNION

DES ILES SAINT-PIERRE ET MIQUELON JOURNAL DE DEFENSE DES INTÉRÊTS COLONIAUX



ABONNEMENTS

Saint-Pierre — un an . . . 9 fr. 00
Union postale — un an . . . 12 fr. 00

DIRECTION SAINT-PIERRE
QUAI DE LA RONCIÈRE

INSERTIONS

Une à six lignes . . . 3 fr. 00
Chaque ligne en plus . . . 0 fr. 40
Réclames . . . 0 fr. 50
Faits divers . . . 1 fr. 00

MES CHERS CO-CITOYENS

Le 14 Mars vous m'avez donné une nouvelle preuve de confiance en me choisissant comme votre Délégué au Conseil Supérieur des Colonies.

Je n'attendais pas moins de vous, aussi croyez que c'est du fond du cœur que je vous remercie.

Vous pouvez compter que je continuerai à être votre interprète auprès des pouvoirs publics, pour la défense des intérêts généraux de notre chère Colonie, mon pays d'adoption.

Il y a beaucoup à faire pour améliorer nos Etablissements. Je serai votre ardent défenseur, connaissant mieux que quiconque ce qui peut vous être utile.

Au travail donc tous, continuons notre tâche sans faiblir, nous devons par notre labeur incessant contribuer au relèvement de notre pays et à la grandeur de la Patrie.

Louis Légasse.

L'ELECTION DU 14 MARS

Au lendemain du jour où notre ami Louis Légasse a encore une fois triomphé de ses adversaires, il nous semble utile d'examiner ce qu'a été cette élection.

Il convient d'abord, et cela peut paraître étrange, de mettre de côté la personnalité du député de l'Indre qui n'a servi que de prête-nom.

On ne s'est en effet pas trompé sur le but poursuivi par nos adversaires.

La lutte était bien caractérisée: D'un côté, le parti de l'ordre et du travail, représenté par le Commerce tout entier, les industriels, les ouvriers de métier, quelques fonctionnaires et très peu de pêcheurs. De l'autre côté, le Syndicat des petits pêcheurs, au service de Lachat Administrateur de la Colonie, l'âme de l'opposition.

Enhardis par leur demi-succès aux élections municipales de 28 Décembre dernier, les prétentions de ces gens n'eurent plus de bornes. Il fallait à tout prix enlever l'élection du Délégué, après quoi c'est eux qui eussent gouverné le pays tandis que leur patron triomphant aurait pu tout se permettre. Lachat, dans son antre, avait tout préparé, tout examiné, tout mesuré. C'est lui qui avait inspiré les injures, les menaces, les outrages contenus dans les trois immondes manifestes parus la veille de l'élection; et signés du Comité c'est lui, par les mains de son foutriquet de Maire, qui,

deux jours avant le scrutin distribuait dans un but électoral à peine déguisé, les secours accordés par le Comité de la journée d'Afrique.

Ce Maire, ce chef de musique aux idées étroites, disait à ses musiciens qu'il stylait: «Ce serait un malheur si Légasse était élu.»

Le mot d'ordre était donné aux syndiqués: «Tous contre Légasse.» Et il faut le reconnaître, ils ont marché comme un seul homme.

Combien parmi eux avaient reçu les bienfaits de Louis Légasse? combien lui devaient de la gratitude, de la reconnaissance? Tout cela a été foulé aux pieds parce qu'un fonctionnaire, désireux de satisfaire ses ambitions personnelles, avait dit: «Il faut voter contre Légasse, il faut le jeter à bas.»

Même après la bataille, au lieu de s'avouer vaincus, ces gens qui ont obéi au doigt et à l'œil, comme le soldat allemand devant le feldwebel hautain et cassant, ont l'audace d'affirmer qu'eux seuls ont pu se prononcer librement.

Et maintenant que va-t-il se passer?

Les syndiqués vont-ils comprendre qu'on s'est joué d'eux? Auront-ils le courage d'avouer qu'ils ont été trompés? Il est à craindre que non.

Cependant nous devons leur ouvrir les yeux, leur mettre les points sur les i.

Quel est le but d'un syndicat? De leur Syndicat? Les statuts doivent le dire. Le but, c'est d'améliorer le sort des pêcheurs, de faire aboutir leurs justes revendications, et dans un esprit de solidarité très légitime, de défendre les intérêts qui leur sont communs. Ceci est parfait. Mais les statuts ne disent-ils pas



quelque part que, toute discussion, toute ingérence politique est interdite. Oui, n'est-ce pas? Alors qu'a-t-on fait de vous syndiqués? On vous a fait faire de la politique, de la politique à outrance, vous n'avez fait que cela depuis trois mois.

Vous voyez bien qu'on vous a trompés. C'est vous qui êtes les esclaves, les créatures du petit potentat, du despote qui a la prétention de régenter le pays.

Vous avez voulu marcher dans cette voie, vous avez foulé aux pieds le devoir et la reconnaissance, puissiez-vous ne pas vous en repentir un jour?

Mr. Fougère est, sans nul doute, un parfait honnête homme et il nous rendra cette justice que nous l'avons combattu loyalement.

Ses amis ont employé d'autres moyens, leurs armes ont été la menace, l'injure, la violence, le mensonge et le cynisme. Ils ont succombé, il devait en être ainsi.

Quant à leur patron l'inénarrable Lachat, qu'il s'en aille au plus tôt, c'est ce qu'il a de mieux à faire.

MISE AU POINT

Le journal l'Union voulant bien mettre à ma disposition une place dans son prochain numéro, j'en profite pour continuer la série de mes articles:

La Commune, dit le Manifeste, *Reste dans une situation financière inextricable avec un passif de dettes arriérées, s'élevant à plus de cinquante mille francs.*

A la fin de l'exercice 1914, la commune avait un passif d'environ 24.000 francs. Ce passif était dû aux mauvaises pêches successives, ayant eu pour conséquence une diminution des recettes. Vint la guerre, et aussitôt les recettes diminuèrent encore plus. En 1915, elles furent tellement peu élevées que le Gouvernement dut payer le passif de l'année, soit environ 35.000 francs, au moyen d'une subvention.

Pendant les années 1916-1917-1918

et même 1919, une subvention d'environ 30.000 francs fut allouée à la Commune pour lui permettre de faire face à ses dépenses. Au moment de la composition de chacun des budgets de ces années, j'avisais Monsieur l'Administrateur que cette subvention était insuffisante et que, tout en agissant avec la plus stricte économie, la Commune augmenterait ses dettes. Mr. l'Administrateur Lachat qui, lui non plus, ne pouvait boucler ses budgets avec les recettes ordinaires, mais qui recevait des subventions si élevées qu'il pouvait en renvoyer une partie en France, me répondait invariablement que le Gouvernement ne pouvait pas faire plus, qu'il fallait se contenter de 30.000 francs. Le résultat était facile à prévoir: les dettes augmentèrent et d'année en année, arrivèrent à près de 50.000 francs.

Voilà comment, à l'expiration de mon mandat, la Commune avait environ 50.000 francs de dettes.

Ma s la situation financière de la Commune n'était pas inextricable, comme dit le manifeste.

J'avais demandé, à plusieurs reprises à Mr. L'Administrateur, au nom du Conseil Municipal, à ce qu'il avance la somme nécessaire au paiement des dettes. Afin d'assurer le remboursement de cette avance, le Conseil Municipal avait créé une taxe sur les tabacs et rétabli l'impôt foncier.

Mr Lachat, qui renvoyait de l'argent en France, ne voulut pas le faire, il demanda au Gouvernement une avance.

Le projet n'aboutit pas, les conditions étaient trop onéreuses pour la Commune qui dut se contenter de payer des dettes avec le produit des dites taxes. En 1919 près de 12.000 francs furent payés et dans deux ans le passif sera éteint. Voilà comment je rétablis la vérité altérée sciemment dans le fameux manifeste.

On a aussi accusé la Commune d'avoir mal administré et gaspillé l'argent des contribuables.

Vous savez bien que c'est faux, Monsieur l'Administrateur, la Commune ne pouvait rien gaspiller, car elle était sans ressources.

Voici les chiffres:

Le budget de 1919 s'élevait en recettes et en dépenses à près de 100.000 frs.

La Commune allouait au Bureau de Bienfaisance :

7.000 fr.

Elle payait pour hospitalisation d'indigents:

25.000 fr.

Il est bon de noter qu'afin d'accentuer la mauvaise situation de la Commune, Mr L'Administrateur a toujours refusé de faire participer le Budget Local à cette dépense..

Elle payait sa part contributive de l'Instruction publique:

6000 fr.

Elle payait son personnel (environ)

30.000 fr.

Et prélevait pour remboursement des dettes (environ)

15.000 fr.

Au total:

83.000 fr.

Il lui restait donc, en chiffres ronds 17.000 francs pour entretenir ses édifices, ses prises d'eau, ses réservoirs, ses bouches d'incendie, ses rues, ses canaux, le cimetière, l'éclairage etc, etc...

Jugez, lecteurs, si cette pauvre Commune avait beaucoup d'argent à gaspiller comme on l'a dit si impudemment.

Il faut être de mauvaise foi pour avancer des choses pareilles:

Il n'est donc pas surprenant que les édifices soient en mauvais état, que les rues soient négligées, que les canaux crèvent partout et que l'eau manque.

Peu de Maires se sont trouvés en butte à une mauvaise volonté aussi évidente, à des tracasseries aussi mesquines qu'injustifiées.

Mon successeur et son Conseil feront ils mieux? Peut-être, mais alors il leur faudra créer des ressources. Ils en ont déjà trouvé, paraît-il pas assez cependant car, à la dernière session, il a été demandé à l'Administration une subvention de 48.000 frs.

Où sont donc les déclarations des candidats aux élections, lisez plutôt:

« La situation financière de la commune est grave, elle présente un gros passif »

« Nous espérons que, par une Administration prudente, nous pourrions faire face à ce passif avec les seules res- »

« sources dont dispose en ce moment la Commune. »

On aurait pu ajouter: « Et avec les 48.000 frs de subvention demandés par par le nouveau Conseil. »

« Vous ne trompez personne, allez !!

A. Salomon

Et le budget Municipal

Il vient enfin d'être approuvé par le Conseil d'Administration.

Il était temps, depuis trois mois les employés ne sont pas payés, les factures ne se règlent pas, en un mot la vie municipale était pour ainsi dire arrêtée.

C'est que c'était dur à Maître Lachat de donner 48.000 frs de subvention.

Si M. L'Administrateur a dû lâcher les cordons de la bourse il ne faut lui en savoir aucun gré.

Comme l'a fort bien dit ici même M. Salomon, l'ancien Maire, M. Lachat qui, dans un but sur lequel il est inutile d'insister, a refusé pendant toute la guerre les subventions qui eussent permis à la Municipalité de sortir de l'épreuve sans dettes, est obligé aujourd'hui de donner à la Commune l'argent indispensable pour qu'elle puisse faire tous les travaux impérieusement nécessaires.

D'ici encore un ou deux ans la municipalité ne pourra disposer des recettes sur le tabac ni de l'impôt foncier, taxes créées pour éteindre les dettes. Si ces ressources avaient été disponibles Mr Lachat n'aurait probablement pas eu à donner des subventions. Mais voilà, il a voulu être très fort et cela lui retombe sur le nez.

Croyez bien, tout de même, contribuables que notre Administrateur ne fera pas cadeau à la municipalité de St-Pierre de la subvention de 48000f. qu'il est forcé de lui allouer en ce moment.

Il a déjà jeté des jalons et saura bien quand le moment sera venu, faire créer de nouvelles taxes au moyen desquelles l'argent rentrera dans son coffre-fort.

Il n'est pas si généreux que cela, mais il est retors et, comme on dit en langage maritime, il file un pli pour mieux embraquer ensuite.

Contribuables, ne craignez rien, vous ne perdrez rien pour attendre.

LEUR PATRIOTISME

Lecteurs, avez vous bien lu l'affiche apposée sur les murs de St-Pierre le matin de l'élection du 14 Mars.

Elle était signée Daguerre et Jézéquel et s'adressait aux poilus de la territoriale.

D'après ces Messieurs tous les territoriaux de aient voter pour Mr. Fougère en reconnaissance de ce que Mr. Riotteau avait fait pour eux en 1915.

Or, qu'avait fait à ce moment M. Riotteau? Un acte antipatriotique ni plus ni moins. Les St-Pierrais, le pays en a profité, c'est entendu! Mais il y a des faveurs dont il faut savoir profiter et se taire, et c'est à quoi auraient dû réfléchir Messieurs Daguerre et Jézéquel avant de coller leur affiche.

Ils exaltent l'antipatriotisme de Mr. Riotteau et engagent leurs amis, à voter pour Mr. Fougère qui lui non plus n'a pas fait son devoir.

Si c'est là tout l'amour de la Patrie qu'ils ont rapporté des champs de bataille où cependant ils ont fait leur devoir, ce n'est vraiment pas riche.

LE MONUMENT AUX MORTS

Nous revenons à la charge:

Il ne suffit pas d'écrire, par la plume de Mr l'Administrateur: *Nous faisons le serment solennel de glorifier la mémoire des enfants de la Colonie qui ont fait à la Patrie le sacrifice de leur vie.*

Voilà près de trois mois que le nouveau Conseil Municipal est en fonctions et nous ne sachons pas qu'il ait encore été dit un seul mot concernant le monument à nos morts.

Ce n'est cependant pas bien difficile et l'ancien Conseil Municipal, tout en étant en "léthargie", avait, par l'entremise de son Maire, mis tout en train.

Des souscriptions importantes ont été recueillies par ses soins, un projet de

tombola avait été établi, les billets sont faits, une souscription devait être ouverte dans les trois Iles. Puis, rien, tout reste en l'état, les morts semblent oubliés.

Oublie-t-on les vers de l'immortel poète. Que disent-ils?

« Ceux qui, pieusement sont morts pour la Patrie

« Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie. »

Oui, ils ont droit, qu'auprès d'un monument digne de leur sacrifice, les pères les mères, les veuves les orphelins puissent prier pour ceux qui ont donné leur vie.

Saint-Pierrais auriez vous déjà oublié vos morts?

Qu'est-ce que l'on attend? Sans doute que les poches soient vides, que les réserves soient épuisées.

Quelle honte! Solliciter les suffrages des électeurs en faisant des serments solennels, et, le lendemain, oublier tout.

Voilà bien l'ingratitude humaine. Si nous ne voulons pas qu'on nous montre au doigt, si nous ne voulons pas qu'on dise des habitants de St-Pierre qu'ils sont des ingrats, qu'on se mette à l'œuvre, que le Conseil Municipal s'occupe sans plus tarder, d'ériger à nos morts glorieux un monument digne de leur sacrifice.

T. S. F. A ST-PIERRE ET A MIQUELON

Nous l'avons enfin et depuis quelques mois elle fonctionne.

Qu'il nous soit permis en passant de dire que si l'Administration, si le Gouvernement l'avaient voulu, nos Iles auraient pu en être dotées depuis 1913 et, pendant la guerre surtout, cette admirable découverte aurait rendu ici d'éminents services.

Nous nous devons maintenant de signaler certaines observations qui nous ont été faites et qui nous semblent du reste très fondées.

Le poste principal est placé à Galantry. Cet emplacement a été choisi par les officiers de marine spécialisés dans les appareils de T.S.F.

C'est toujours la même histoire. Des personnes très capables, très savantes mais ignorant tout de notre pays, de notre climat, de nos hivers effra-

ants, n'ayant consulté personne, ar-
riva à St-Pierre. C'est là, à
Galantry qu'il faut placer le poste de
T.S.F.

Eh bien! cet emplacement a été très
mal choisi.

En effet, Galantry est éloigné de la
ville quoique relié par le téléphone, par
conséquent la transmission des dépêches
reques et à envoyer est difficile.

Le téléphone aérien n'est pas toujours
en bon état. De plus il ne donnera pas
l'orthographe des mots, cela a souvent de
gros inconvénients, puis, l'organisation
du service est très défectueux.

Que dit l'article 3 de l'arrêté local du
3 décembre 1919?

La station est ouverte de 8 heures à
19 heures. Pour envoyer un télégram-
me, il faut se rendre à la poste. Si vous
y allez à 6 heures du soir le bureau de la
poste est fermé et vous devez attendre
au lendemain. De même pour rece-
voir un télégramme arrivé le soir à 6 ou
7 heures, il faudra attendre au lende-
main. Or, si on a recours au télégraphe
c'est pour que cela aille vite, c'est pressé
sans quoi, ce n'est pas la peine de l'em-
ployer.

Voyez par exemple un chalutier an-
nonçant à 6 heures du soir que le lende-
main il sera à Saint-Pierre à 8 heures
du matin, et demandant de lui préparer
son charbon etc.

Ce télégramme ne sera délivré au
destinataire que le lendemain vers 9
heures. Or, à ce moment le vapeur sera
dans le barachois.

Tous ces inconvénients auraient pu
être évités si les officiers chargés de
choisir un emplacement convenable
avaient consulté les gens au courant du
climat, des difficultés de communications
etc etc.

Nous avons pris des renseignements
et nous savons que le poste, au point de
vue de la transmission et de la réception
des dépêches eut été aussi bien placé en
ville, (à la Pointe aux canons par exem-
ple) qu'à Galantry.

A cet endroit se trouvent de vieux
magasins que l'on aurait pu avoir bon
marché et transformer en locaux con-
venables pour les appareils, les bureaux
et les logements des opérateurs.

De plus, la proximité de l'eau salée
est une des conditions du bon fonction-

nement des appareils, or à Galantry la
mer est encore assez éloignée, d'où diffi-
cultés.

En plaçant les appareils à la Pointe
aux Canons, on assure par suite de la
proximité de la ville, la rapide transmis-
sion et réception des dépêches. Un jeun-
ne homme attaché au poste, portait les
dépêches dès leur réception et le public
n'avait pas loin à aller pour envoyer ses
télégrammes.

L'Economie de l'installation aurait été
énorme. Il a fallu construire à grands
fraîs, des maisons qui ont coûté très cher,
de plus le transport du charbon, du ma-
tériel de toute sorte à Galantry est fort
coûteux.

Il faut aussi se mettre à la place des
opérateurs.

Voilà des jeunes gens, aux-
quels on alloue une maigre indemnité
journalière de vivres. Chaque fois qu'ils
ont besoin de s'approvisionner il faut
qu'ils fassent tout le chemin de Galan-
try en ville, au moins 2 kilomètres.

L'hiver surtout c'est très pénible. On
n'a pas idée d'une chose pareille.

Nous voulons maintenant dire quel-
ques mots des appareils. Nous sommes
il est vrai des profanes en la matière,
mais nous avons pris certains renseigne-
ments. Or, si les appareils récepteurs du
poste de Galantry sont parfaits, à tel point
qu'ils peuvent recevoir même le jour, les
émissions de la Tour Eiffel, ce qui est
presque unique parmi les postes de ce
côté de l'Atlantique, par contre les appa-
reils transmetteurs ne sont pas assez puis-
sants car ils ne peuvent envoyer des
mots au delà de 200 milles dans le jour.
Cela ne suffit pas, car pour que la T S F
à St-Pierre puisse rendre des services
à la navigation, aux chalutiers, il aurait
fallu qu'elle puisse rayonner jusqu'à
l'extrême partie du Grand Banc soit
environ 400 à 450 milles. La plupart des
chalutiers travaillent au Grand Banc, soit
à plus de 200 milles de St-Pierre, il est
donc certain que dans peu de circons-
tances ils pourront recevoir des messages.
De même beaucoup de transatlantiques
ne peuvent recevoir de messages de St-
Pierre et doivent communiquer avec
Cap Race, alors que les opérateurs de
St-Pierre entendent leurs conversations
avec ce dernier poste.

C'est une lacune qu'il faut absolument
combler si on veut que la T S F soit utile.

En ce qui concerne Miquelon, ce poste
fonctionne très bien et il a déjà rendu de
grands services à tous les points de vue.

Nous avons dit tout à l'heure que le

poste de Galantry recevait tous les jours
la Tour Eiffel. Nous savons aussi que les
nouvelles du monde entier reçues par cette
voie sont transmises chaque jour à Mr.
L'Administrateur et nous nous deman-
dons vraiment pourquoi le public n'est
pas appelé à connaître ces nouvelles.

Question d'appréciation sans doute.
Mr. Lachat qui a fait d'autres Colonies
que St-Pierre se figure sans doute, mal-
gré les cinq années qu'il vient de passer
ici que les habitants doivent être traités
comme des noirs, c'est à dire avec mé-
pris et indifférence.

Du reste, il en a été de même pendant
la guerre, l'Administration n'a jamais
daigné consentir à faire le nécessaire pour
recevoir chaque jour officiellement les
communiqués tout entiers, et les faire
afficher comme cela se faisait dans toute
les communes de France.

Nous avons dû de connaître la plus
grande partie des événements de la guer-
re aux Directeurs des compagnies de
Cables transatlantiques, nous les en
remercions au nom de la population.

Pour que les services que l'on peut
attendre de la T S F soient réellement
appréciables il faut.

1° Que le poste de St-Pierre soit
placé à la pointe aux Canons, à la proxi-
mité de tous.

2° Que les appareils transmetteurs
soient changés pour de plus puissants
capables d'envoyer des dépêches à l'ex-
trême limite des bancs.

Le Gouvernement consentira-t-il à
faire ces changements?

Nous le désirons et nous l'espérons,
du reste, nous savons que les armateurs
des chalutiers et autres vapeurs protes-
teront pour qu'il en soit ainsi.

En tous cas, nous pouvons encore une
fois affirmer que l'esprit de routine et de
suffisance de beaucoup d'employés
administratifs a prévalu dans cette affaire.

Telle qu'elle est installée, elle coûte
gros et ne peut rendre les services qu'on
est en droit d'en attendre. Il eut suffi
d'un peu de condescendance en consul-
tant certaines personnes du pays pour
éviter tous ces frais inutiles.

Mais allez donc faire comprendre cela
à des gens empaqués de leur personne et
de leur science.

Nous voulons dire un dernier mot des
opérateurs qui servent actuellement à
St-Pierre.

Ils ont certainement été choisis parmi
les meilleurs. Le chef du poste est un
jeune savant très ferré sur la science de
la T S F et dans beaucoup d'autres
sciences. Ses collaborateurs sont bien à
leur affaire et tous sont on ne peut plus
serviables.

Im. l'Union—le gérant F. Rosse

